



Independent observer
of the Global Fund

UN ENTRETIEN AVEC ALAN WHITESIDE*

1. Dites-en plus sur vous et sur votre parcours, pour nos lecteurs et nos lectrices

Je suis né au Kenya, sept ans avant l'Indépendance. En 1961, ma famille a déménagé au Swaziland, l'Eswatini actuel, où j'ai eu la chance de grandir. Quel pays fantastique ! Le Swaziland avait une société multiraciale et harmonieuse : je suis allé au Lycée Waterford Kamhlaba et dans mon groupe d'élèves, il y avait une grande diversité de races et de religions. Le Roi a ajouté le nom 'Kamhlaba', qui signifie 'petit monde', en 1967. Waterford avait été conçu comme un établissement pratiquant l'éducation inclusive, au moment où l'apartheid détruisait tant de vies en Afrique du Sud. Nous étions idéalistes, nous apprenions à faire de notre mieux, et à toujours nous battre pour défendre l'équité et la justice. Cela m'a beaucoup influencé au cours de ma jeunesse.

Après le baccalauréat (A levels), mon père m'a proposé de choisir entre une université en Afrique du Sud, ou au Royaume-Uni (je suis pleinement conscient du privilège qui était le mien : pouvoir choisir). En Afrique du Sud, de plus en plus de mesures de répression étaient mises en place. Je savais que, si j'allais là-bas, en tant que jeune homme blanc, je serais enrôlé dans les forces de défense nationale pour défendre l'indéfendable. J'ai donc choisi d'aller à l'Université de East Anglia, à Norwich en Angleterre, où j'ai passé ma licence et une maîtrise en Économie du Développement.

2. Mais vous êtes retourné en Afrique australe, n'est-ce pas ?

J'ai eu la chance d'être d'obtenir une bourse de l'Overseas Fellowship Institute, qui m'a placé au Botswana dans un poste d'économiste au sein du Ministère des Finances et de la Planification pour le Développement. J'y suis resté 2 ans et demi, puis je suis parti pour rejoindre l'Unité de Recherche en Économie à l'Université de Natal à Durban, en Afrique du Sud.

L'Apartheid battait toujours son plein et c'est une période noire dans l'Histoire du pays. Mais cela a changé en 1994 ; j'ai voté pour la première fois, puis j'ai acquis la citoyenneté Sud Africaine.

Mandela est donc arrivé au pouvoir et le gouvernement a commencé à mettre en place ce qu'il appelait la 'rationalisation' des universités. Cela signifiait que les universités qui pratiquaient auparavant la ségrégation raciale, avec des Blancs, des Noirs, des Indiens, des personnes de couleur, etc fusionnaient entre elles. Ainsi, KwaZulu a fusionné avec Natal, ce qui a donné l'Université de KwaZulu-Natal. Je ne vais pas aller plus en détail là-dessus maintenant, mais pour les personnes qui sont intéressées par l'apartheid et l'éducation supérieure en Afrique du Sud, cet article en vaut vraiment la peine.

3. La plupart des gens vous connaissent pour votre travail sur le VIH/Sida : comment en êtes-vous arrivé à travailler dans ce domaine?

C'est en 1987 que j'ai écrit mon premier article sur le VIH et sur ce que cela pouvait signifier pour l'Afrique du Sud. C'était un domaine entièrement nouveau : on en savait peu sur le virus et à l'époque, personne n'avait réellement réfléchi à ses conséquences économiques. En 1990, on m'a demandé d'écrire un exposé de position (Position paper) sur l'économie et le VIH. Ensuite, j'ai commencé à travailler exclusivement sur les causes et les conséquences économiques, culturelles et sociales du VIH. C'est cela qui a mené à la création de la Division de Recherche sur l'Économie de la Santé et sur le Sida (HEARD) à l'Université, dont j'ai pris la tête en tant que Directeur Exécutif, en 1998.

En cours de route, j'ai créé une newsletter 'AIDS Analysis Africa' (Édition de l'Afrique Australe), qui a fini par avoir une édition pour l'Afrique entière et pour l'Asie. Ces deux dernières étaient publiées en partenariat avec 'Africa Analysis', et à mon plus grand bonheur, notre bureau était situé dans la rue Fleet. En 2003, j'ai été nommé Commissaire pour la Commission sur le VIH/Sida et la gouvernance en Afrique, organisée par le Secrétaire Général des Nations Unies à l'époque, Kofi Annan, et j'ai conservé mes fonctions jusqu'en 2006.

Mon expérience au sein de HEARD a été géniale. Nous bénéficions de l'appui financier de divers bailleurs de financement, qui finançaient des postes pour renforcer l'équipe. En 2006, un groupe d'importants bailleurs (le Département pour le Développement International du Royaume-Uni, le gouvernement Néerlandais, l'Agence Irlandaise pour le Développement International, le Ministère des Affaires Etrangères Norvégien, l'Agence Suédoise pour la Coopération sur le Développement International, et l'ONUSIDA) nous a demandé de lui présenter un projet pour un financement de base. Ils nous ont octroyé une somme généreuse encadrée par une Convention de Subvention Conjointe.

Nous avons renforcé HEARD, élargi notre programme, et avons noué de nombreux partenariats. Nous avons construit notre réputation autour de notre approche pluridisciplinaire sur le plaidoyer, la recherche et l'analyse politique. Nous avons développé l'argument économique qui sous-tend la nécessité de s'attaquer aux problèmes de santé de longue date en Afrique, y compris le VIH/Sida, les vulnérabilités liées au genre, les droits et santé sexuels et reproductifs, la santé des adolescent·es, la violence exercée par un partenaire intime, et les handicaps liés à la santé.

4. À quel moment le Fonds mondial fait-il son apparition dans votre parcours ?

J'avais été conseiller au sein du Groupe de référence sur l'économie du VIH (ERG), de l'ONUSIDA/la Banque Mondiale. Nous travaillions avec le Fonds mondial, l'ONUSIDA et la Banque Mondiale, ainsi qu'avec la Fondation Bill et Melinda Gates et le PEPFAR. En 2012, le Fonds mondial a demandé à trois groupes, dont HEARD, de réaliser une analyse sur la répartition idéale de l'enveloppe entre les trois maladies.

À cette époque, j'ai rencontré le fondateur d'Aidspan, Bernard Rivers, qui m'a parlé de l'entité qu'il avait

créée et qui jouait le rôle de garde-fou indépendant afin de demander des comptes au Fonds mondial, au vu de la confiance gigantesque du public et des montants qui lui étaient attribués grâce à l'argent des contribuables. Il m'a convaincu de faire partie du Conseil d'administration. Comme on dit, le reste appartient à l'Histoire !

5. Qu'est-ce qui vous a motivé à rejoindre Aidspace ?

J'aimais bien l'idée d'un garde-fou, dans mon livre c'est une « bonne chose ». J'aimais bien l'éthique de l'organisation, ainsi que les gens qui travaillent pour cette organisation – ce sont ces critères qui ont éclairé ma décision de les rejoindre. Après le départ de Bernard, quelques Directeurs Exécutifs se sont succédés, jusqu'à ce qu'Ida nous rejoigne. Elle a réellement consolidé la réputation d'Aidspace autour de la problématique de la gouvernance et de la redevabilité du Fonds mondial, grâce à des analyses, des études et des publications de qualité, telles que l'Observateur du Fonds mondial (GFO/OFM).

6. Ma question préférée, comme toujours – de quoi êtes vous le plus fier, si l'on regarde les résultats d'Aidspace au cours de ces 7 dernières années, depuis que vous êtes membre du Conseil ?

Je vais retourner la question et vous dire que je suis fier de certaines choses qui n'ont pas été faites. Par exemple, nous n'avons quasiment jamais manqué la publication d'un numéro du GFO/OFM, même lorsque le poste de rédacteur-rice en chef n'était pas pourvu de façon permanente. Ce que nous avons fait, c'est de publier les numéros de façon systématique, dans les temps impartis, et avec un grand niveau de qualité ; nous avons mobilisé des financements fiables de la part des bailleurs de fonds ; et nous avons monté une équipe dont les membres ont la capacité de creuser et d'écrire des articles sur des sujets qui sont éminemment pertinents pour le Fonds mondial et pour ses partenaires.

Mais je me dois également de dire que nous pourrions mieux faire. En dehors des sujets liés à l'Afrique, nous sommes fragiles, même si cela change progressivement. Et il faut dire que l'Afrique reçoit plus de 70% des financements du Fonds mondial, donc l'Afrocentrisme est compréhensible.

7. Vous avez écrit dans l'OFM au sujet de l'effet délétère de la COVID-19 (C19) sur l'Aide Publique au Développement, et nous, Aidspace, en sommes victime, puisque nous avons récemment perdu l'un de nos bailleurs les plus importants : selon vous, que devons nous faire pour mobiliser plus de financements ?

On doit se comporter comme des grands lorsque les choses tournent mal. Les bailleurs et nous, nous sommes dans le même domaine d'intervention et nous sommes soumis aux mêmes contraintes. Il faut reconnaître que la période que nous vivons est d'une difficulté sans pareille pour les gouvernements, qui souhaitent continuer à soutenir le développement, l'équité, venir en aide aux sociétés moins favorisées que leur propre société. Mais nous faisons face à des défis que nous n'avons jamais connus auparavant. Continuons à faire ce que nous savons faire de mieux, et je suis persuadé que la situation finira par s'améliorer, que ce soit pour la C19 ou pour nos bailleurs.

8. Et pour conclure sur votre parcours de vie ?

J'ai quitté HEARD parce que je crois qu'il faut suivre certaines règles pour incarner un leadership innovant : vous construisez la meilleure entité que vous puissiez construire, vous la gérez du mieux que vous le pouvez, puis vous passez le relais avant de vous enliser et de perdre l'étincelle. Il était temps pour moi de passer à autre chose, pour le bien de l'organisation, avant que je n'atteigne ma date de péremption ! Donc en 2013, j'ai fait en sorte que le meilleur successeur soit nommé et je suis parti en 2014 pour de nouvelles aventures au sein de l'université du Canada (L'école Balsillie à Waterloo, Ontario). Cette année, en décembre, je prends ma retraite et je rentre au Royaume-Uni – mais de nouvelles aventures viendront sans aucun doute me tenir occupé...

Note d'Arlette : Je souhaite souligner ici qu'Alan a été nommé Officier de l'Empire britannique (OBE) à l'occasion des Honneurs du Nouvel An de la Reine en 2015, pour ses services rendus à la science et aux interventions stratégiques pour freiner l'épidémie de VIH/Sida. Il s'agit d'un titre extrêmement prestigieux,

qu'il n'a pas mentionné, par modestie, alors qu'il parlait de ce qu'il a accompli dans sa vie.

9. Quel avenir pour Aidspace ?

Il nous faut chercher notre place dans ce nouveau monde post-COVID. Il nous faut être innovants et agiles. Nous pouvons combattre la C19 grâce aux vaccins, mais ce n'est pas le cas pour toutes les questions de santé, comme pour le VIH, qui dépasse largement le simple domaine de la santé. Et les questions d'équité restent pertinentes pour notre travail. Nous devons continuer à élargir notre horizon et notre vision de la santé, continuer à jouer un rôle dans le domaine de l'équité dans la santé et de l'accès à la santé. Il nous faut explorer la façon dont la C19 a modifié le paysage du financement, nous devons montrer aux bailleurs et à notre audience que nous sommes toujours pertinents, et proactifs.

10. Et quel avenir, pour vous ?

J'écris mes mémoires actuellement... et j'arpente les rues de Norwich en distribuant des prospectus pour les élections municipales, pour le parti Libéral Démocrate, d'où mon slogan « Penser global – agir local ». Je pense qu'il y aura plus ces deux composantes-là dans ma vie future !

Arlette : et peut-être que vous pourrez finir d'obtenir votre licence de pilote...

*Alan Whiteside, OBE D.Econ, est Professeur à l'École de politique et de gouvernance internationale, à l'Université Wilfrid Laurier, et à l'École des affaires internationales de Balsillie, Waterloo, au Canada ; et Professeur émérite de l'Université de KwaZulu-Natal, Afrique du Sud.

[Read More](#)
